LA CITOYENNETÉ : TROIS EXEMPLES D'UN CONCEPT EN ÉVOLUTION

DAPHNE WINLAND

Daphne Winland est Professeure Associée d'Anthropologie à l'Université York, où elle enseigne et mène des recherches sur l'identité, la citoyenneté, le transnationalisme et les études de diaspora. Elle est l'auteure de nombreux articles explorant les politiques identitaires, la citoyenneté et l'ethno-nationalisme, ainsi que du livre *We Are Now a Nation : Croats Between 'Home' and 'Homeland'*. Elle a mené des recherches approfondies sur la participation de la diaspora aux initiatives de construction nationale et aux politiques de citoyenneté, ainsi que sur le révisionnisme historique et le populisme en Europe.

Le but de « Le Canada dont nous rêvons » – une vidéo[1] longue de deux minutes produite pour les célébrations de Canada 150 en 2017 – avait pour objet de présenter un récit positif mettant en avant les valeurs canadiennes communes telles que la diversité, la collaboration et l'inclusion. Depuis des décennies, celles-ci ont été promues comme étant au cœur de l'identité canadienne. Parmi les événements commémoratifs répertoriés sur le site Web du Canada 150 figurait la Journée Sir John A. Macdonald, en l'honneur du premier ministre du Canada, responsable (entre autres) de la taxe d'entrée des Chinois et de l'établissement du système des pensionnats autochtones. La réaction négative qui a suivi a été immédiate, mettant en lumière l'ironie de l'invitation à « ce que vous pouvez faire pour célébrer Sir John et en apprendre davantage sur le Canada » n'a pas échappé à ceux qui étaient familiers avec son héritage controversé.

Dans cet article, je me concentre sur les réponses aux défis posés aux récits que nous nous racontons, tels qu'ils se reflètent dans les politiques, les pratiques et les principes en matière de citoyenneté. Ce qui suit est une brève discussion de trois exemples que j'ai étudiés tout au long de ma carrière de recherche, et qui offrent un aperçu de la manière dont la citoyenneté canadienne s'est manifestée historiquement et des défis qu'elle pose pour les discussions et débats sur la citoyenneté. Il s'agit du

1 www.canada.ca/en/canadian-heritage/services/anniversaries-significance/2017/canada-150/video-canadawe-dream-of.html

Programme de parrainage privé de réfugiés[2] (introduit en 1976), des festivités du Canada 150 (2017) et du mémorial *Tribute to Liberty* dédié aux « victimes du communisme » (2023), autant de contextes où les valeurs et les revendications en matière de citoyenneté ont été largement affichées et, dans certains cas, sont devenues des points de friction pour le débat et le désaccord sur les principes fondamentaux de la citoyenneté canadienne.

PROGRAMME DE PARRAINAGE PRIVÉ

Je commence par aborder le Programme de Parrainage Privé (PPP) pour les réfugiés, car il représente l'un des tests majeurs des idéaux de citoyenneté et de leur acceptation face aux évolutions géopolitiques. L'histoire du (PPP) remonte aux réponses du gouvernement canadien à la crise des déplacements de population à grande échelle après la Seconde Guerre mondiale (Cameron 2020). Des décennies de plaidoyer par des groupes religieux et de collaboration gouvernementales avec de nombreux groupes de soutien, tels que le Comité central mennonite, ont entraîné des changements dans les programmes de soutien aux réfugiés, en grande partie provoqués par la crise des réfugiés indochinois *Boat people* en 1979 (Lenard 2020, Hyndman et coll. 2021, Winland 1993).

Le PPP a fait l'objet d'un grand nombre d'études, dont certaines ont suscité des critiques et d'autres des éloges ; le programme a servi de modèle, « le plus long et le plus réussi » de son genre (Lenard 2020) en raison de ses résultats positifs comparés à ceux des réfugiés parrainés par le gouvernement (Agrawal 2019). Cependant, ses détracteurs mettent en avant les lacunes dans le processus de détermination du statut de réfugié, condamnent les attitudes paternalistes envers les réfugiés, pointant du doigt le « complexe de sauvetage » des parrains (comme discuté par Kyriakides et coll. 2018, qui voient les réfugiés comme ayant un rôle actif plutôt que de les voir comme des victimes), et mettent en évidence les effets néfastes du déplacement des responsabilités/ privatisation du soutien aux réfugiés (Ilcan 2009).

Au cœur du débat sur la citoyenneté se trouvent les points de vue des sponsors eux-mêmes – leurs motivations, leurs attentes et leur alignement avec l'objectif de réinstaller les réfugiés en tant que futurs citoyens. Macklin et d'autres soutiennent que la citoyenneté et l'appartenance canadienne sont constamment « construites » et « reconstruites » à travers l'expérience du parrainage (Macklin et coll. 2018, 38).

Par exemple, les sponsors mennonites des Hmongs indochinois répétaient fréquemment que leurs propres expériences de fuite résonnaient avec celles des réfugiés, les incitant ainsi à considérer le parrainage comme leur mission. Cependant, ils se sentaient plus à l'aise à l'idée de parrainer des Hmongs, qui partageaient les mêmes valeurs chrétiennes, en particulier ceux qui s'étaient convertis au christianisme dans les camps de réfugiés thaïlandais avant leur arrivée au Canada. Les réfugiés Hmong fréquentaient souvent les églises mennonites et établissaient leurs propres congrégations (Winland 1992).

2 Ce programme permet à des groupes de citoyens canadiens de parrainer un réfugié pour qu'il puisse émigrer au Canada.

CANADA 150

L'objectif de Canada 150 était de célébrer « ce que signifie être Canadien » en accord avec les principaux aspects du récit national du Canada, tant pour une audience nationale qu'internationale (Nijhawan et. coll. 2018). L'événement national Canada 150 en 2017 a été un important, non seulement pour mettre en lumière les jalons historiques, mais aussi en raison de la multiplicité des réactions qu'il avait suscitées. Même avant que le multiculturalisme ne devienne une politique officielle en 1971, le gouvernement canadien était en train de développer un récit sur l'identité nationale axé sur les valeurs libérales cosmopolites et les principes de justice et d'égalité. Les efforts du gouvernement fédéral pour mettre en avant et renforcer ces principes ont été exposés lors de journées nationales de commémoration et du souvenir.

L'histoire de l'État canadien est marquée par un bilan troublant d'injustices historiques qui remettent en question ces récits inspirants. Parmi ces injustices, on peut citer le racisme systémique, la lutte pour la souveraineté et l'autonomie des peuples autochtones, les sentiments séparatistes au Québec, et plus encore. Les gouvernements fédéraux de toutes tendances politiques ont souscrit à plusieurs reprises à un cadre de « reconnaissance » et en ont fait la promotion par le biais d'enquêtes, de commissions et d'excuses pour les souffrances subies par les peuples autochtones et à travers le système des pensionnats, la Loi sur l'exclusion des Chinois (et l'imposition de taxes d'entrée), les réglementations discriminatoires sur le voyage direct visant les Canadiens d'origine pendjabie, les camps d'internement japonais pendant la Seconde Guerre mondiale, ainsi que le refus de recevoir des réfugiés juifs pendant l'Holocauste.

La réponse du gouvernement canadien a été de reconnaître le passé difficile du Canada, souvent sous forme d'excuses et de réparations. Cela s'est généralement manifesté par des efforts de réconciliation, que la chercheuse autochtone Audra Simpson a qualifiés « d'états de performances empathiques, repentantes et tristement fugaces » [traduction libre] (2016, 2), mettant la lumière sur les nombreux défis auxquels sont confrontés les déclarations de célébration.

MÉMORIAL AUX VICTIMES DU COMMUNISME : LE CANADA, UNE TERRE D'ACCUEIL

Ce dernier exemple met en exergue une dimension importante de l'évolution du paysage de la citoyenneté au Canada. La migration de masse, la communication et les voyages à travers le monde, la multiplication des types visas, les permis et des passeports se généralisent à un rythme effréné dans le monde entier, et le Canada n'en est pas épargné. Outre les pressions incessantes pour faire face à la problématique mondiale des demandeurs d'asile et des réfugiés, le Canada compte des diasporas nombreuses, importantes et, pour certaines, influentes. Le terme« diaspora » en est venu à désigner moins ceux qui ont été bannis ou exilés de leur lieu d'origine que ceux qui maintiennent des liens avec leur pays d'origine (Adamson 2012).

L'on constate le changement, en quelques décennies seulement, du terme « immigrant » à celui de « diaspora » dans le langage gouvernemental et dans le langage courant. Parmi les nombreuses initiatives fédérales, provinciales, municipales/communautaires visant à honorer le passé éprouvant des groupes de la diaspora, peu ont été sujette à controverse que Le Monument aux victimes du

communisme – Le Canada, une terre d'accueil de la fondation Tribute to Liberty à Ottawa[3].

L'influence des diasporas met en évidence les pressions exercées sur les gouvernements, ce qui soulève des questions sur les frontières et sur ce que signifie être un citoyen canadien. L'initiative commémorative *Tribute to Liberty*, à laquelle participent des diasporas des États postcommunistes, s'inscrit dans le prolongement de la commémoration annuelle *Black Ribbon Day* (Journée du ruban noir) adoptée par une résolution de la Chambre des communes en 2009, une journée nationale commémorative des « victimes du nazisme et du communisme »[4].

L'initiative du mémorial a commencé avec la réponse du gouvernement conservateur aux requêtes de la diaspora pour reconnaître les conflits historiques et/ou actuels, principalement dans les pays d'origine d'Europe de l'Est et d'Asie du Sud-Est (Dolgoy et Elżanowski 2018, Winland 2022). La raison d'être officielle de ce monument – dont l'inauguration était initialement prévue en novembre 2023, mais qui a été reportée à 2024 – est de rendre hommage à ceux qui ont souffert et qui sont morts à l'étranger, ainsi que leurs descendants qui ont trouvé refuge au Canada. Cependant, le mémorial a été le sujet de controverse en raison de son emplacement (initial), des dépassements de coûts ayant contraint le gouvernement fédéral à couvrir la moitié des frais, et des contributions excessives de donateurs honorant des fascistes et des collaborateurs nazis (Noakes 2021)[5].

RÉFLEXIONS FINALES

Ces trois exemples démontrent qu'il est inévitable de remettre en question ce que « signifie être Canadien ». Le récent fiasco impliquant Yaroslav Hunka – l'ukrainien surnommé le « gars de la galerie » – a mis la lumière sur la complicité du gouvernement canadien dans des décisions controversées, mais politiquement opportunes pendant la guerre froide (examinées par la Commission Deschênes constituée dans les années 1980), a mis en exergue le processus complexe et parfois biaisé par lequel la citoyenneté a été et continue d'être définie. Les efforts visant à élaborer un récit singulier et exhaustif de l'identité canadienne, avec les valeurs de la citoyenneté en son centre, sont voués à l'échec lorsqu'ils occultent les défis historiques et les autres difficultés qui ne manqueront pas d'émerger. Une approche réflexive et réactive face aux défis inévitables des revendications et des idéaux fondamentaux de la citoyenneté offre une alternative significative aux tendances mondiales qui favorisent des interprétations de l'appartenance nationale de plus en plus exclusives et, dans de nombreux cas, teintées de nativisme.

3 Pendant les 15 dernières années, le nom du mémorial a été modifié à plusieurs reprises. En 2012, John Baird, ancien député conservateur, a discrètement retiré le terme « Totalitaire ».

4 Une des critiques du Jour du Ruban Noir est qu'il favorise une équivalence morale entre les crimes nazis et communistes.

5 Certains soutiennent que les efforts des politiciens qui font du favoritisme à l'égard de certains groupes au détriment d'autres, contribuent à développer ou à soutenir des initiatives de la diaspora avec des budgets considérables. La critique la plus vive vient de ceux qui estiment que les monuments commémoratifs dans ce genre nuisent à la société civile en encourageant les Canadiens à s'organiser sur des bases ethno-nationales.

RÉFÉRENCES

Adamson, Fiona. 2012. « *Constructing the Diaspora : Diaspora Identity Politics and Transnational Social Movements* ». Pp. 25–42 dans *Politics from Afar : Transnational Diasporas and Networks*, édité par T. Lyons and P. Mandaville. New York : Columbia University Press.

Agrawal, S.K. 2019. « *Canadian Refugee Sponsorship Programs : Experience of Syrian Refugees in Alberta* ». *Journal of International Migration and Integration* 20(4) : 941–962.

Cameron, G. 2020. « *Reluctant Partnership : A Political History of Private Sponsorship in Canada (1947–1980)* » Pp. 19–41 dans *Strangers to Neighbours : Refugee Sponsorship In Context*, édité par S. Labman et Geoffrey Cameron. Montreal : McGill-Queen's University Press.

Dolgoy, R. et Elżanowski, E. 2018 « *Working through the limits of Multidirectional Memory : Ottawa's memorial to the Victims of Communism and the National Holocaust Monument* » *Citizenship Studies* 22 #4.

Hyndman, J. et al. 2021 « *Sustaining the Private Sponsorship of Resettled Refugees in Canada* » *Frontiers of Human Dynamics* Vol. 3.

Ilcan, S. 2009 « *Privatizing Responsibility : Public Sector Reform under Neoliberal Government* ». *Canadian Review of Sociology*. 46(3) : 207–234.

Kyriakides, C. et al.. 2018. « *Beyond Refugee : Contested Orientalism and Persons of Self Rescue* ». *Canadian Ethnic Studies* 50(2) : 59–78.

Lenard, T. P. 2020. « *How should we Think about Private Sponsorship* ». Pp. 61–73 in *Strangers to Neighbours : Refugee Sponsorship In Context*.

Macklin, A. et. al. 2018 « *A Preliminary Investigation into Private Refugee Sponsors* » *Canadian Ethnic Studies*. 50(2).

Nijhawan, M, et.al. 2018 « *Introduction : Contesting Memory and Citizenship in Canada* » *Citizenship Studies* 22(4) : 345–357.

Noakes, T. (2021) « *Victims of communism memorial received donations honouring fascists, Nazi collaborators according to website* ». Disponible au : www.cbc.ca/news/politics/victimscommunism-memorial-fascists-1.6112809

Simpson, A. 2016. « *The State is a Man : Theresa Spence, Loretta Saunders and the Gender of Settler Sovereignty* » *Theory and Event*, 19 (4).

Winland, D. 1992 « *The Role of Religious Affiliation in Refugee Resettlement : The Case of Hmong Mennonites* », *Canadian Ethnic Studies*, 24(1) : 96–119.

Winland, D. 1993 « *The Quest for Mennonite Peoplehood : Ethno-religious Identity and the Dilemma of Definitions* », *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, 30(1):110–138.

Winland, D. 1994 « *Conversion and Community : Hmong Refugee Women and Christianity* » *Canadian Journal of Sociology*, 19(1):21–45.

Winland, D. 2022 « *Victimhood and the transnationalization of Croatian memory politics* » *Memory Studies* 17(2).